

GT 1 : Conformité des opérations et contrôles

Contribution d'ENGIE

Préambule

Le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie a pour but d'inciter les ménages et les professionnels à réaliser des travaux de rénovation énergétique. Cette incitation repose sur l'action des « obligés » du dispositif qui doivent remplir un objectif d'économies d'énergie en mettant en place des processus ou des partenariats en vue d'accompagner les particuliers ou professionnels dans leur souhait de réaliser des économies d'énergie.

Naturellement afin de garantir le bon fonctionnement du dispositif ainsi qu'un niveau de qualité satisfaisant, une surveillance est nécessaire.

Actuellement, celle-ci est basée sur des contrôles par échantillon visant à repérer les manquements. Au-delà d'un seuil fixé par la réglementation les volumes non conformes peuvent être sanctionnés selon la gravité des manquements constatés.

La sanction peut prendre plusieurs formes dont celle d'une pénalité financière pouvant aller jusqu'à 40€ / MWhc. La sanction appliquée est déterminée par l'administration au cas par cas.

Remarques sur le processus de contrôle actuel :

ENGIE note que la clarification des procédures attenantes à la collecte des CEE a permis une progression vers plus d'efficacité administrative avec notamment l'augmentation du rythme des délivrances. Le dispositif de contrôle a également pu être renforcé et le nombre de contrôle sur pièce a augmenté significativement faisant évoluer le rôle du Pôle National des CEE.

Cependant les procédures de contrôles demeurent exigeantes et malgré l'importance des sanctions applicables les différents acteurs ne bénéficient pas de toutes les clés permettant de maximiser leur efficacité.

A titre d'exemple, il n'existe aujourd'hui aucun référentiel de contrôle suffisamment précis, les règles d'échantillonnage pour la réalisation des campagnes de contrôles ne sont pas définies, les acteurs ne disposent pas de retours partagés du Pôle National des CEE sur les contrôles réalisés, les sollicitations à destination de l'ATEE ou de la DGEC sur des cas opérationnels ne sont pas capitalisées alors qu'elles intéressent l'ensemble des acteurs, ...

ENGIE estime que le temps restant avant le lancement de la période 4 en janvier 2018 doit être mis à profit par la DGEC pour progresser sur tous les items mentionnés ci-dessus avec un retour aux parties prenantes.

Notamment, les manquements constatés dans le cadre des contrôles menés par le Pôle National des CEE doivent être partagés de manière continue et suffisamment détaillée afin que les acteurs du dispositif puissent en tirer les points de vigilance clés et les éléments permettant d'adapter les processus internes.

La récente contribution du PNCEE va dans ce sens mais mérite d'être approfondie et régulièrement actualisée.

Remarque sur les sanctions applicables :

En cas de manquements constatés lors des contrôles du Pôle National des CEE, celui-ci peut appliquer une sanction financière allant jusqu'à 40€ / MWhc sur les volumes au-delà du seuil de 5% de manquement autorisé. ENGIE propose qu'une obligation CEE supplémentaire se substitue à cette sanction financière.

Remarque sur les doublons :

ENGIE rappelle qu'un obligé ne peut être tenu pour responsable d'une situation ayant engendré un doublon d'opérations entre deux demandeurs de CEE. Le cas échéant les sanctions pouvant être prononcées à leur rencontre devront être adaptées.